

Décision n° 2019-1287
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 5 septembre 2019
autorisant la société RTM à utiliser des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD
pour des expérimentations techniques à Marseille

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « l'Arcep ») ;

Vu la directive 2002/20/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques ;

Vu la directive 2002/21/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques ;

Vu la décision 2008/477/CE de la Commission européenne en date du 13 juin 2008 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 2500 - 2690 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après le « CPCE »), notamment ses articles L. 36-7 (6°) et L. 42-1 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 modifié du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation des fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2011-0597 modifiée de l'Arcep en date du 31 mai 2011 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la bande de fréquences 2570 - 2620 MHz ;

Vu la décision n° 2019-0638 de l'Arcep en date du 9 mai 2019 autorisant RTM à utiliser des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour des expérimentations techniques à Marseille ;

Vu courrier électronique de la société RTM en date du 30 juillet 2019 demandant la prolongation de l'autorisation d'utilisation de fréquences attribuée par la décision n° 2019-0638 ;

Après en avoir délibéré le 5 septembre 2019,

Pour les motifs suivants :

Par la décision n° 2019-0638 en date du 9 mai 2019 susvisée, l'Arcep a autorisé la société RTM à utiliser des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour des expérimentations techniques à Marseille, jusqu'au 9 novembre 2019.

Par un courrier électronique en date du 30 juillet 2019, la société RTM (ci-après « le demandeur ») a demandé à l'Arcep une prolongation de l'autorisation d'utilisation des fréquences attribuée par la décision n° 2019-0638 jusqu'au 30 juin 2020.

L'Arcep est affectataire de l'ensemble de la bande 2,6 GHz TDD.

La bande 2,6 GHz TDD a été identifiée par l'Arcep pour l'évolution des réseaux mobiles professionnels vers le très haut débit. Elle va faire l'objet d'attributions avant la fin de la période pendant laquelle le demandeur souhaite réaliser ses expérimentations, qui pourront intervenir sur la zone concernée.

De plus, les analyses techniques menées par l'Arcep ont montré que des problèmes de coexistence entre réseaux en bande 2,6 GHz TDD non synchronisés et proches géographiquement peuvent apparaître. Dès lors, la synchronisation du réseau du titulaire avec ceux des autres titulaires de la bande 2,6 GHz TDD proches géographiquement pourra s'avérer nécessaire pour limiter les risques de brouillages préjudiciables.

Dans ce contexte, l'Arcep se réserve le droit de modifier les fréquences attribuées à titre expérimental ou leurs conditions d'utilisation, en particulier en ce qui concerne les modalités de synchronisation entre réseaux, ou d'abréger la durée de l'autorisation. Dans ce cas, l'Arcep notifiera au titulaire avec un préavis d'un mois, le terme anticipé de l'autorisation ou les modifications apportées aux termes de l'autorisation.

Par ailleurs, les résultats des expérimentations pourront apporter des informations utiles à l'Arcep dans ses réflexions. Les titulaires d'autorisation à des fins d'expérimentation sont ainsi tenus de fournir à l'Arcep un rapport détaillé des résultats de l'expérimentation au plus tard trois mois après la date d'expiration de leur autorisation.

Compte tenu de ce qui précède, rien ne s'oppose donc à ce que l'autorisation d'utilisation des fréquences attribuée par la décision n° 2019-0638 susvisée soit prolongée jusqu'au 30 juin 2020. Par la présente décision, l'Arcep attribue à titre expérimental des fréquences au demandeur et fixe les conditions d'utilisation de ces fréquences, conformément aux articles L. 36-7 (6°) et L. 42-1 du CPCE.

Décide :

- Article 1.** A l'article 2 de la décision n° 2019-0638 de l'Arcep en date du 9 mai 2019, les mots « pour une durée de six mois » sont remplacés par les mots « jusqu'au 30 juin 2020 ».
- Article 2.** Le titulaire acquitte, à la date de délivrance de la présente décision, les sommes dues au titre de la redevance de mise à disposition de fréquences et de la redevance de gestion instituées par les décrets n° 2007-1531 et n° 2007-1532 susvisés.
- Article 3.** La directrice générale de l'Arcep est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au titulaire et publiée sur le site internet de l'Arcep.

Fait à Paris, le 5 septembre 2019,

Le Président

Sébastien SORIANO